

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie s'est réuni le 06 mars 2026, sous la présidence de M. Alexandre RASSAËRT, Président du Conseil d'Administration de l'E.P.F. Normandie, en présence de M. Philippe LERAÎTRE, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales représentant M. le Préfet de la Région Normandie, de M. Laurent DEGEZ, Contrôleur Général Economique et Financier et de M. Kamal KEHILA, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2012-1247 du 07 novembre 2012, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011, le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018 et le décret n° 2025-242 du 17 mars 2025,
- Vu le Programme d'Action Foncière en date du 11 juin 2019 liant l'E.P.F. Normandie et la Communauté d'Agglomération Seine Eure et fixant les conditions d'acquisition et de revente à cette dernière des parcelles de l'opération 924124 - 27 - LOUVIERS « ALLEE DU COUCOU »,
- Vu l'avenant technique en date du 22 septembre 2025 au Programme d'Action Foncière susvisé,
- Vu la convention d'intervention n° CONV20250175 en cours de signature,
- Sur les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Sur la demande de report :

D'accorder, aux conditions contractuelles de portage, à la Communauté d'Agglomération Seine Eure, un report d'échéance de 2 ans, pour la parcelle cadastrée section AS n° 537, sise sur la commune de Louviers (27), sur l'opération 924124 - 27 - LOUVIERS « ALLEE DU COUCOU ».

La nouvelle date d'échéance est fixée au 12/02/2028.

Sur les pénalités de retard :

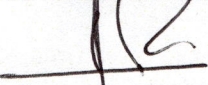
Si l'échéance contractuelle susmentionnée n'est pas tenue, il sera appliqué une pénalité sur la période de dépassement de la date contractuelle de rachat jusqu'à la date de cession effective. Le taux d'actualisation sera porté à 5% sur cette période dès le 1er jour de dépassement ; la pénalité étant représentée par le montant généré par l'écart entre le taux majoré et le taux contractuel.

Elle est recouvrée annuellement.

D'autoriser le Directeur Général à signer, avec la Communauté d'Agglomération Seine Eure, un avenant n°1 à la convention d'intervention n° CONV20250175 actant ce report d'échéance.

Le Président du Conseil d'Administration
de l'E.P.F. Normandie,

Le Directeur Général par intérim
de l'E.P.F. Normandie,


pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général
pour les Affaires Régionales

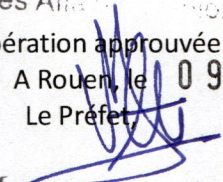

Gilles GAL



Délibération approuvée

A Rouen, le 09 MARS 2026

Le Préfet,


Philippe LERAÎTRE